

PREFECTURE DE LA SAVOIE
DIRECTION DEPARTEMENTALE
de l'AGRICULTURE et de la
FORET de la SAVOIE

ARRETE PREFECTORAL

portant déclaration d'utilité publique et de cessibilité pour
les travaux d'alimentation en eau potable de BELLENTRE

- . Dérivation des eaux des captages du VILLARD et des COCHES
- . Création des périmètres de protection

Le PREFET de LA SAVOIE,

VU le dossier technique relatif à l'alimentation en eau potable de la commune de BELLENTRE ;

VU le plan des lieux et notamment les plans parcellaires et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages ;

VU la délibération de la Commune de BELLENTRE, en date du 5 mai 1987, adoptant le projet, créant les ressources nécessaires à l'exécution des travaux et portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 2 février 1988 ;

VU les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 27 juin 1989 au 13 juillet 1989 inclus, conformément à l'arrêté préfectoral du 30 mai 1989 dans les communes de BELLENTRE et LES CHAPELLES ;

VU le rapport de l'Ingénieur en Chef, Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt sur les résultats de l'enquête, en date du 9 mars 1990 ;

VU l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales

VU l'avis du Service du Domaine en date du 7 mai 1988 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123-10, L 126-1, R 123 et R 126-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 février 1989 portant délégation de signature à M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement d'ALBERTVILLE ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 février 1972 portant D.U.P. des travaux d'A.E.P. de BELLENTRE et autorisant la commune à dériver la totalité des eaux de la source des Coches située sur son territoire ;

VU l'article 107 du Code Rural et le Décret du 1er août 1905 ;

VU le Code de l'Administration Communale ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique instituée par les Décrets n° 77-392 et 77-393 du 28 mars 1977 ;

VU les articles L.20 et L.20-1 du Code de la Santé Publique instituant les mises en place des périmètres de protection des captages d'eau destinés à l'alimentation des collectivités ;

VU le Décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968, relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des Collectivités humaines ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi N° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU les articles L 46, L 47 et L 48 du Code de la Santé Publique sanctionnant les infractions aux dispositions fixés en application des articles L 20 et L 20-1 ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 32-2) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

Considérant que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

Considérant que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par les articles R 11-1 alinéa 1 et R 11-2 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

Sur proposition de M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la SAVOIE ;

A R R E T EArticle 1 -

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune de BELLENTRE pour son projet d'alimentation en eau potable comportant :

- dérivation des eaux de la source du VILLARD ;
- Mise en place des périmètres de protection des sources du VILLARD et des COCHES ;

Article 2 -

La commune de BELLENTRE est autorisée à dériver à des fins d'alimentation en eau potable :

- la totalité de eaux de la source du VILLARD, sise sur son territoire ;

Il est rappelé que la dérivation de la totalité des eaux de la source des COCHES au profit de la commune de BELLENTRE a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 22 Février 1972 susvisé.

Article 3 -

Sont déclarés cessibles conformément aux plans parcellaires visés par le présent arrêté les immeubles désignés aux états parcellaires ci-annexés nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate et à la réalisation des travaux.

Article 4 -

La Collectivité bénéficiaire du présent arrêté, devra laisser toutes autres Collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral, utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté, en vue de la dérivation à son profit de tout ou partie des eaux surabondantes. Ces dernières Collectivités prendront à leur charge tous les frais d'installation de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation. L'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Article 5 -

Les dispositions prévues pour que les diverses prescriptions des articles précédents soient régulièrement observées, ainsi que les appareils de jaugeage et de contrôle nécessaires, devront être soumis par la Collectivité bénéficiaire du présent arrêté, à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, avant leur mise en service.

Article 6 -

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 5 mai 1987, la commune de BELLENTRE devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,

Article 7 -

Il est établi autour des points d'eau en application des dispositions de l'article L.20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 :

- un périmètre de protection immédiate,
- un périmètre de protection rapprochée,
- un périmètre de protection éloignée,

conformément aux indications des plans joints aux dossiers d'enquêtes et aux états parcellaires ci-annexés.

Article 8 -

1°) A l'intérieur des périmètres de protection immédiate, sont interdites toutes activités à l'exception de celles d'entretien des ouvrages et du périmètre de protection (débroussaillage, boisement/déboisement).

2°) A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée :

2.1 Captage du Villard :

. sont interdits :

- toute construction ;
- toute excavation ;
- tout dépôt d'ordures ou de substances polluantes ;
- l'épandage de lisiers ou de purins ;
- les parcs à ovins, porcins, volailles,...

L'agriculture et l'élevage restent autorisés dans des conditions normales avec notamment un usage modéré de fumures organiques ou chimiques ne dépassant pas le pouvoir absorbant des plantes et un pacage surveillé et temporaire ne revêtant pas un caractère de stationnement massif.

2.2 Captage des Coches :

. Sont interdits :

- tout dépôt d'ordures ou de substances polluantes ;
- l'épandage des lisiers et purins ;
- les parcs à ovins, porcins, volailles,...
- l'assainissement individuel.

L'activité agricole modérée pourra se poursuivre dans les mêmes conditions qu'à l'heure actuelle.

Les constructions seront autorisées à condition :

- 1- qu'elles soient raccordées à un réseau d'égout récupérant la totalité des effluents pour les conduire à l'extérieur des périmètres de protection
- 2- que le rocher ne soit pas miné lors des travaux.

2.3. Est réglementé d'une façon générale, tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la quantité ou à la qualité des eaux distribuées.

3°) A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, captage du VILLARD, déclaré zone sensible à la pollution, ce périmètre fera l'objet de soins attentifs de la part de la commune de Les Chapelles et le Règlement Sanitaire Départemental y sera scrupuleusement respecté.

En particulier une attention rigoureuse sera apportée au hameau du Picolard dont l'assainissement et les dépôts de fumier devront être mis en conformité.

est réglementé d'une façon générale, tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la quantité ou à la qualité des eaux distribuées.

4°) Pour assurer la protection des eaux, on veillera à ce qu'il soit impossible d'effectuer, à partir de la route, des déversements de quelque nature que ce soit dans le périmètre de protection immédiate du captage des Coches.

N.B. : Les périmètres de protection rapprochée pour lesquels les servitudes feront l'objet de la publication à la Conservation des Hypothèques sont représentés par l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

Article 9 -

Les périmètres de protection immédiate dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, seront clôturés à la diligence et aux frais de la Collectivité.

Les périmètres de protection rapprochée seront délimités par des bornes à défaut d'obstacles naturels définis sur les plans joints au dossier d'enquête.

M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt dressera procès-verbal de l'opération.

Article 10 -

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène et de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 11 -

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus aux articles 7 et 8, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de UN AN.

Article 12 -

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification ainsi que tout propriétaire désirant se livrer à une telle activité ou créer une installation ou un dépôt réglementé, devra faire connaître son intention à l'Administration (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt) en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 13 -

Le Maire de la commune de BELLENTRE est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, conformément au Code de l'Expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution des périmètres de protection immédiate. Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 14 -

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 et par les articles L 46, L 47 et L 48 du Code de la Santé Publique.

Article 15 -

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques du Département de la SAVOIE.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les différents périmètres par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 16 -

Les servitudes définies dans les périmètres de protection rapprochée par l'article 8 du présent arrêté seront inscrites aux plans des servitudes des Plans d'Occupation des Sols des Communes de BELLENTRE et LES CHAPELLES.

Messieurs les Maires des communes de BELLENTRE ET LES CHAPELLES assureront ce report conformément aux dispositions prévues par le Code de l'Urbanisme.

Article 17 -

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la Collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres Collectivités et d'Etablissements Publics.

Article 18 -

Monsieur le Secrétaire Général de la SAVOIE, Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement d'ALBERTVILLE, Monsieur le Maire de BELLENTRE, Monsieur le Maire de LES CHAPELLES, Monsieur l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche -
Subdivision de CHAMBERY.


avec publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la SAVOIE.

ALBERTVILLE, le 16 AVR. 1930

Le PREFET de LA SAVOIE,

Pour Ampliation
Pour le Sous-Préfet et par délégation
L'Attaché Principal Secrétaire en Chef

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,


Loris BERBERETTI

Signé : J.-C. BASTON